

2022

Rapport annuel

du Commissariat à l'Europe
et aux Organisations Internationales



commissioner
.brussels 
europe & international

Avant-propos

Je terminais, l'an dernier, notre septième rapport d'activité du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) en évoquant nos bonnes relations naissantes avec le gouvernement fédéral en matière de politique de siège. Je commence ce huitième rapport en vous parlant de la concrétisation de ces bonnes relations !

En effet, sous l'impulsion de nos deux gouvernements, le fédéral et le régional, une structure permanente de collaboration vient d'être mise en place. Cette plateforme de coordination était l'outil que nous attendions pour gérer, ensemble mais chacun dans ses compétences, la politique de siège de la Belgique et de sa capitale, Bruxelles, et lui donner toute l'efficacité nécessaire pour encourager et soutenir notre destin international. C'est donc chose faite !

Réaménagement des espaces publics dans le quartier européen ou aux abords des organisations internationales telles que l'OTAN, «électrification» du parc automobile de ces mêmes institutions, renforcement des mesures de sécurité au bénéfice des lieux sensibles de la présence internationale, développements immobiliers de plusieurs institutions importantes, ... font partie de nos préoccupations quotidiennes. Il ne s'agit plus, pour notre Région, de rattraper un lourd passif d'indifférence à leur égard, il s'agit aujourd'hui de participer à leur développement et à la consolidation de leur présence bruxelloise !

Le CEOI est également fier d'être au cœur de bien des projets qui, aujourd'hui, animent ce Bruxelles international dont nous nous préoccupons au quotidien. La mutation souhaitée par notre gouvernement régional du quartier européen en un lieu où il fera bon vivre et pas seulement travailler. Mutation complexe qui vise à «remixifier» ce morceau de notre territoire régional que l'on considérait trop souvent comme définitivement voué aux bureaux et laissé à la disposition des nombreux promoteurs immobiliers. Dans la foulée de ce renouvellement, l'émergence de grands projets urbains tels que le «Mile culturel» imaginé par le Secrétaire d'État fédéral Thomas Dermine, visant, dans la perspective du bicentenaire de notre pays, à réanimer cet esprit audacieux et curieux des Belges pour la science et la culture en dépoussiérant et relançant l'activité de nos musées nationaux situés dans le parc du Cinquantenaire qui fera lui aussi l'objet d'une rénovation en profondeur.

Le CEOI est également à l'initiative dans le cadre de la préparation de la présidence belge de l'Union européenne. C'est au premier semestre de l'année prochaine que notre pays assurera cette importante responsabilité et ce sera l'occasion, non seulement, de défendre un programme politique audacieux mais également de montrer

au monde ce que notre pays et notre Région ont également à offrir et plus particulièrement en matière de création culturelle. Nous avons lancé, dans ce domaine, une initiative commune avec le Parlement européen pour faire de l'esplanade Solidarnosc un lieu d'exposition de ce qui se fait de plus intéressant en Europe en matière d'art public contemporain.

La toute première édition de cet audacieux projet sera consacrée à des artistes belges et sera inaugurée avec la présidence belge. Les suivantes suivront le rythme de ces présidences hongroise, polonaise, danoise et, espérons-le, ainsi de suite.

Beaucoup de préoccupations, de projets, d'initiatives visant tant les institutions et organisations internationales que celles et ceux qui travaillent pour elles ou autour d'elles. Ce n'est pas la moindre de nos préoccupations que de rendre notre Région attrayante et accueillante à ces nombreux «néo-bruxellois que nous rencontrons chaque jour, qui animent nos quartiers, qui participent, souvent, à la vie publique de notre Région. Notre Expat Welcome Desk» est la porte d'entrée la plus efficace pour ces milliers de stagiaires, fonctionnaires, diplomates, familles, etc... qui, arrivent chez nous sans savoir précisément comment s'y retrouver tant pour y trouver à loger, travailler ou étudier... Faire en sorte qu'ils trouvent rapidement et efficacement leurs marques est le défi quotidien de notre équipe particulièrement dédiée à cette importante mission.

L'année qui vient sera bien entendu un peu particulière. Elle sera celle des élections régionales, fédérales et européennes d'abord, communales ensuite...

De nouveaux gouvernements, de nouveaux parlements, de nouveaux conseils communaux, une nouvelle Commission... Nul ne peut savoir aujourd'hui qui composera ces nombreuses assemblées et lieux de décision. C'est le propre de cette démocratie qui nous tient tant à cœur ! En ce qui nous concerne, gageons que nos nouveaux dirigeants prendront la dimension du destin de Bruxelles dans ce contexte international et que les efforts consentis jusqu'ici en la matière seront poursuivis !



Alain HUTCHINSON

Commissaire du Gouvernement bruxellois

Sommaire



Avant-propos	2
Une politique de siège régionale	6
1 La mission du CEOI	7
2 La communauté internationale à Bruxelles	8
3 Poursuite d'une politique de siège efficace	10
4 L'équipe et les instances du CEOI	12
 Liaison institutionnelle	 14
1 La fonction de liaison institutionnelle	15
2 Méthode	18
3 Thématiques traitées en 2022	21
4 Représentations régionales et locales	28
5 Conclusion	29
 Expat Welcome Desk	 30
1 Méthode	34
2 Dossiers traités en 2022	35
3 Réunions et problématiques	37
4 Projets	40
5 Séminaires	44
6 Sessions d'information	45
7 L'Expat Welcome Desk et la Covid-19	46
 Conclusion	 48

An aerial, high-angle photograph of a cityscape. A prominent, tall, dark church spire rises from the center-left. To its right, a large, modern, multi-story building with a grid-like facade is visible. The foreground shows a dense urban area with various buildings, including a large, light-colored building with many windows. The sky is a pale, hazy blue. The overall image has a slightly grainy, high-contrast quality.

PARTIE 1

UNE POLITIQUE DE SIÈGE RÉGIONALE

1. La mission du CEOI

La **politique de siège régionale** se définit comme la politique d'accueil des organisations supranationales et intergouvernementales ayant leur siège ou une représentation dans la Région de Bruxelles-Capitale (RBC), en ce compris les missions diplomatiques ainsi que les représentations régionales et locales. Le Commissaire à l'Europe et aux Organisations Internationales est désigné et mandaté par le Gouvernement pour mener à bien cette mission d'accueil. Il représente ce dernier et coordonne sous son autorité cette politique. Le Commissariat à l'Europe et aux Organisations internationales (CEOI) intervient exclusivement dans le cadre élargi des compétences régionales, avec comme priorités le développement harmonieux de la Région et les besoins de ses citoyens. Le mandat confié au Commissaire et à son équipe se résume à cinq missions spécifiques :

FAÇONNER UNE POLITIQUE DE SIÈGE RÉGIONALE dans le cadre des compétences régionales et en harmonie avec le développement de la Région et les besoins de ses citoyens.

FORMULER DES RECOMMANDATIONS POLITIQUES à l'intention du Gouvernement de la RBC concernant tous les projets susceptibles d'avoir un impact à la fois sur les organisations internationales et sur le paysage urbain bruxellois.

PÉRENNISER LES RELATIONS STRUCTURELLES entre les autorités bruxelloises (régionales et locales) et les institutions européennes, organisations internationales et missions diplomatiques installées sur le territoire bruxellois.

ÊTRE LE POINT DE CONTACT UNIQUE pour l'ensemble des institutions européennes et des organisations internationales à travers la cellule liaison institutionnelle.

ACCUEILLIR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE grâce à l'assistance administrative personnalisée offerte par l'Expat Welcome Desk.



2. La communauté internationale à Bruxelles

Si Bruxelles est désignée comme «Capitale de l'Europe», c'est en raison de sa diversité, de son accessibilité et de la présence des principales institutions et agences de l'Union européenne sur son territoire, auxquelles s'ajoutent de nombreuses autres organisations intergouvernementales majeures. Une ville à taille humaine qui, de par sa position internationale croissante, est devenue un lieu politique et diplomatique où des décisions d'importance mondiale sont prises en permanence, tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

2.1 Les acteurs internationaux



2.2 L'emploi

La présence internationale génère jusqu'à 23,2% de l'emploi régional.

Environ **49.000 emplois directs** :

- **37.340** employés auprès de l'UE
- **7.673** personnel diplomatique
- **3.304** personnel auprès des organisations intergouvernementales
- **648** personnel des écoles européennes



Les 5 principales institutions, les agences et les organes européens représentent la majorité de ces emplois.

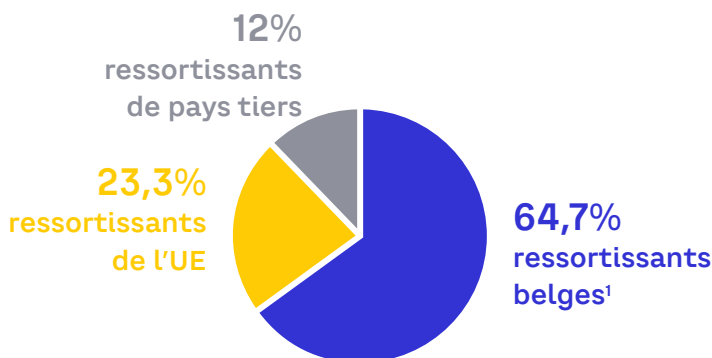
Entre **10.000 et 14.000 emplois de lobbyistes**.

2.3 La population

L'impact du rôle international de Bruxelles est évident lorsque l'on s'intéresse à la composition de sa population. Après Dubaï, la Région de Bruxelles-Capitale est considérée comme la ville la plus cosmopolite du monde :

- **1 bruxellois sur 3 est de nationalité étrangère**
- **1 sur 5 est ressortissant d'un Etat membre de l'UE**

Au cours des vingt dernières années, le nombre de citoyens de l'UE a pratiquement doublé. Au 1^{er} janvier 2020, Bruxelles comptait **1.218.255 habitants**, dont :



¹ Y compris les ressortissants belges ayant une double nationalité.

TOP 5 DES NATIONALITÉS ÉTRANGÈRES À BRUXELLES

FRANCE
64.218 résidents
ROUMANIE
41.858 résidents
MAROC
34.984 résidents
ITALIE
33.718 résidents
ESPAGNE
28.480 résidents

La publication « Bruxelles, Capitale internationale - les chiffres 2020 » détaille de façon plus approfondie ces chiffres clés sur la présence internationale à Bruxelles.



3. Poursuite d'une politique de siège efficace

Le renforcement du rayonnement international et européen de la Région de Bruxelles-Capitale va de pair avec la volonté résolument affichée par les autorités bruxelloises d'en faire une Métropole à taille humaine.

Au-delà du slogan, cette volonté largement partagée se concrétise sur le terrain par des politiques et des mesures fortes et ambitieuses permettant de répondre à ces différents enjeux.

Sur le terrain, cette dynamique permet, années après années, d'affermir notre rôle sur les scènes européenne et internationale tout en répondant au souhait d'être une région orientée vers les services, soucieuse du bien-être de ses habitants et où les personnes, les entreprises et les institutions peuvent prospérer et se développer facilement.

Au sein du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales, les deux cellules (liaison institutionnelle et assistance administrative) occupent un rôle central, notamment de par la construction auprès de leurs interlocuteurs d'une image permettant de remplir et de renforcer les politiques d'accueil des institutions internationales et de leurs membres, incombant à la Belgique en général et à la Région de Bruxelles-Capitale en particulier.

En 2022, le CEOI a continué à développer des synergies et stimuler la coopération afin de fournir à nos partenaires politiques et administratifs bruxellois des informations rapides sur les dossiers concernant les institutions européennes. En retour, les institutions européennes considèrent de plus en plus le CEOI comme étant le point de contact unique pour toutes les questions relatives à leur présence à Bruxelles.



Rencontre entre la Présidente du Parlement européen, des membres du Gouvernement bruxellois et le Commissaire à l'Europe, le 30 mars 2022



Don de la Belgique d'un générateur à l'Ukraine, en présence de la Présidente du Parlement européen, le 8 décembre 2022



Sommet GRBC-UE le 15 novembre 2022 au Parlement bruxellois



4. L'équipe et les instances du CEOI

L'équipe dynamique et plurilingue du CEOI assure un **rôle de liaison** entre les pouvoirs publics bruxellois et les institutions européennes et internationales (ainsi que leurs employés) établies à Bruxelles.

Alain HUTCHINSON
Commissaire



Karin IMPENS
Directrice



Expat Welcome Desk



Amélie BOVY
Juriste responsable de la cellule



Hélène JACUB
Assistante au siège principal



Anaïs JOUZDANI
Conseillère juridique junior au Parlement européen

Cellule liaison institutionnelle



Jean-Pierre BOUBLAL
Conseiller développement urbain

Cellule communication



Natacha BRIEVEN
Office Manager & responsable comm.



Bryn WATKINS
Chargé de projet

Accueil



Laurent GILARDENGHI
Réceptionniste



Assemblée générale et Conseil d'administration, le 22 juin 2022 au siège de l'ASBL

L'Assemblée générale et le Conseil d'administration sont composés de représentants désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale au début de chaque législature.

Assemblée générale

- Alain HUTCHINSON, Président
- Thomas ALLEGAERT
- Stefan VANDENHENDE
- Evelyne HUYTEBROECK
- Julien JOST
- Aurélie MAHOUX
- Monique KESTEMONT
- Rebecca OVERLOOP
- Alexandra PHILIPPE
- Frédérick PIRARD
- Lesia RADELICKI
- Laurent VAN DER ELST

Conseil d'administration

- Alain HUTCHINSON, Président
- Thomas ALLEGAERT
- Stefan VANDENHENDE
- Evelyne HUYTEBROECK
- Julien JOST
- Aurélie MAHOUX
- Monique KESTEMONT
- Alexandra PHILIPPE
- Frédérick PIRARD
- Lesia RADELICKI
- Laurent VAN DER ELST

Parlement bruxellois

Le Parlement bruxellois a créé en 2015 la **Commission chargée des Questions européennes**, démontrant l'importance qu'accorde notre Région à la présence des organisations internationales sur son territoire. Conformément aux statuts du CEOI, le rapport annuel 2021 a été présenté à la Commission des Affaires européennes du Parlement Bruxellois le 17 octobre 2022.



PARTIE 2

LIAISON

INSTITUTIONNELLE

1 La fonction de liaison institutionnelle

1.1 Contexte

Accentuer le **rayonnement international et Européen de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC)** est une ambition qui s'impose à nous, tout en veillant à l'articuler avec la volonté des autorités bruxelloises d'en faire une **Métropole à taille humaine**.

Plus qu'une devise, cette volonté largement partagée se concrétise sur le terrain par des politiques et des mesures fortes et ambitieuses permettant de répondre à ces différents défis.

Jour après jour, cette dynamique permet de renforcer notre rôle sur les scènes européenne et internationale tout en répondant au souhait d'être une région orientée vers les services, soucieuse du bien-être de ses habitants et où les personnes, les entreprises et les institutions peuvent prospérer et se développer aisément.

C'est donc tout naturellement que cette dynamique s'insuffle dans toutes les actions de la cellule «liaison institutionnelle» du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI).

Cette cellule œuvre au quotidien pour permettre à ce centre politique et diplomatique de premier plan de renforcer ses atouts afin de rayonner à l'international ainsi qu'au sein de l'ensemble de l'Union Européenne via la poursuite d'une politique de **"Région hôte"** exerçant au mieux son rôle d'accueil.

Cet accueil est rendu d'autant plus attractif qu'il est porté par une Région qui se veut cosmopolite, ouverte sur le monde, dynamique, créative, innovante, riche d'histoire et de traditions, conviviale et agréable à vivre.



1.2 Mission

La cellule «liaison institutionnelle» remplit une **fonction de liaison** entre les pouvoirs publics bruxellois et les institutions européennes et internationales pour ce qui relève de leur présence sur le territoire régional. Cette fonction se déploie notamment dans toutes les politiques touchant au territoire, qu'il s'agisse de développement urbain, de patrimoine architectural, d'environnement, de mobilité, de flux touristique ou de gestion des espaces publics (aussi bien en terme de sécurité que de convivialité).

La **fonction d'interlocuteur privilégié** permet de mieux cerner et de répondre aux attentes de l'ensemble des organisations venues s'installer à Bruxelles. Cette fonction est facilitée par notre rôle de **guichet unique** pour toutes les demandes qui relèvent des compétences régionales

Un fonctionnement souple et réactif permet d'apporter des **solutions sur mesure**, de **nouer des dialogues constructifs** et d'améliorer la vie de toutes les personnes et institutions présentes sur le territoire bruxellois. Qu'il s'agisse des institutions européennes, fortes de milliers d'agents et des dizaines de bâtiments, aux organisations internationales, ambassades et missions diplomatiques ou encore des représentations régionales et locales disséminées sur l'ensemble du territoire de la Région.

A côté de cela, nous veillons à ce que les différentes mesures et actions s'inscrivent au mieux dans la **stratégie** affichée d'offrir une **image positive** de la Région, de raffermir et accroître notre position de métropole à **vocation internationale**.



Rencontre avec le Maire d'Izmir, M. Tunç Soyer, le 3 octobre 2022, Izmir

1.3 Atouts

Une expertise et un réseau

- Maîtrise du système et du contexte institutionnel belge, européen et international ;
- Rôle d'interface solide et d'intermédiaire de qualité ;
- Expertise dans de nombreux domaines tels que l'urbanisme, la mobilité, la sécurité ou encore l'environnement ;
- Expérience en conduite de projet et mise en place de méthodes de concertation ;
- Contacts privilégiés dans le monde politique et institutionnel tant belge qu'au niveau des organisations et représentations internationales ;
- Équipe dynamique, plurilingue et orientée service et résultat.

Une constellation de points de contacts éprouvés auprès

- Des ministres bruxellois et leurs cabinets ;
- Des administrations et agences régionales ;
- Du Parlement bruxellois ;
- Des bourgmestres et échevins des communes bruxelloises ;
- Des services urbanisme, mobilité et aménagement du territoire des communes bruxelloises ;
- Du CIPS, des cabinets et administrations fédérales ;
- Des responsables politiques et administratifs des institutions européennes ;
- Des ambassades et missions diplomatiques ;
- Des représentations régionales et locales.



2. Méthode

UNE COORDINATION RENFORCÉE POUR UNE POLITIQUE DE SIÈGE PLUS EFFICACE

Afin de renforcer le rayonnement international ainsi que l'ancrage durable des institutions européennes à Bruxelles, la coordination et la coopération a été renforcée et resserrée entre les différentes autorités dont le gouvernement fédéral et celles de la RBC.

Cela se concrétise notamment par la mise en place, en 2022, d'une **plateforme de coopération dénommée «Europe à Bruxelles»**. Celle-ci est conjointement présidée et coordonnée par la cellule stratégique du Premier Ministre et le Commissaire à l'Europe et aux Organisations Internationales. Elle ambitionne d'apporter des solutions et des pistes de développement qui, sans conteste, permettront d'accroître encore plus la place de Bruxelles sur la scène européenne et internationale.

Cela confirme encore plus que jamais le rôle central et multi-niveaux qu'occupe la cellule liaison institutionnelle du CEOI, notamment de par la construction auprès de ses interlocuteurs d'une image permettant de renforcer les politiques d'accueil des institutions internationales incombant à la Belgique en général, et à la Région de Bruxelles-Capitale en particulier.

DIALOGUE POLITIQUE

A côté des nombreux dialogues politiques entretenus avec ses interlocuteurs dans différents cénacles, le CEOI organise, une fois par an, un **sommet politique** réunissant le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (GRBC) et les plus hauts représentants des institutions européennes (Parlement européen, Conseil de l'Union européenne, Commission européenne, Comité des Régions, Comité Économique et Social européen, Service européen pour l'action extérieure). Ces réunions permettent de mettre en lumière les différents projets que les institutions européennes planifient sur le territoire bruxellois, mais aussi des grands travaux de réaménagement que la RBC s'est engagée à réaliser, notamment dans le quartier européen. Les **décisions** prises et les **orientations** choisies lors de ces sommets guident bon nombre des travaux du CEOI dans les semaines qui suivent : la mise en place de groupes de travail, les nouvelles collaborations entre institutions UE et administrations régionales et locales, les contacts et les échanges d'informations visant à répondre aux défis et enjeux sur le territoire bruxellois, notamment en terme d'aménagement. Par ailleurs, l'inscription systématique à l'ordre du jour du Gouvernement de la RBC du procès-verbal de ce sommet garantit la bonne prise en compte et le suivi des décisions et orientations choisies.

La 9^{ème} édition de la rencontre entre le Gouvernement Bruxellois et les institutions européennes s'est tenue, ce 15 novembre 2022 au Parlement bruxellois. Les participants y ont notamment discuté de mesures prises ou encore à prendre pour accroître l'attractivité et la qualité de vie du quartier européen tout en veillant à ce que les différentes fonctions y soient mieux réparties au bénéfice de tous ses usagers.



Sommet GRBC-UE le 15 novembre 2022 au Parlement bruxellois

GROUPES DE TRAVAIL

Afin d'appréhender de manière optimale et en profondeur certains enjeux et problématiques pointues nous avons construit un socle de compétences avérées permettant d'activer des groupes de travail composés des meilleurs experts en fonction des thématiques à aborder. Ici aussi, c'est la cellule «liaison institutionnelle» qui veille à les mettre en place et les coordonner. Nous veillons donc à réunir les interlocuteurs clés et à **entretenir un dialogue régulier et constructif** entre les différentes parties prenantes, tout en **construisant des liens de confiance**.

ACCOMPAGNEMENT GARANTI ET SUR MESURE

La cellule «liaison institutionnelle» est sollicitée tout au long de l'année par ses interlocuteurs toujours plus nombreux au sujet de thématiques variées (questions immobilières, travaux de voiries, questions de mobilité, équipements publics, questions autour des parcs et des espaces publics, etc.). Proposer un **accompagnement optimal tout au long des différentes démarches** vis-à-vis des autorités compétentes et **favoriser la concertation** entre les parties prenantes guident les travaux de la cellule.

DIALOGUE SUR L'AVENIR URBAIN

Au sein du CEOI, la cellule «liaison institutionnelle» effectue un monitoring et un suivi permanent de l'évolution des dossiers urbains et plus particulièrement de ceux liés au **développement du quartier européen**. A cet effet, nous menons un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes à tous les niveaux d'autorité et ce sur chaque projet : la Région, les communes impliquées par la présence des institutions sur leur territoire (Ville de Bruxelles, Ixelles, Etterbeek et Saint Josse) et le gouvernement fédéral. Un échange permanent est entretenu à cet égard avec le niveau fédéral notamment via la plateforme «Europe à Bruxelles», co-présidée par le Commissaire. Maintenir ce dialogue est primordial pour favoriser la **qualité de notre espace urbain** et ainsi assurer le **développement harmonieux** du Quartier européen, de la Région et de ses habitants.



Conférence de presse: "Une nouvelle vision pour le quartier européen", le 12 mai 2022 au CEOI

RÉSEAU D'ÉCHANGE PERMANENT D'INFORMATIONS

Être un **facilitateur de rencontres**, un catalyseur et un acteur majeur dans la collecte, la diffusion ainsi que dans la mise en circulation d'une **information de qualité** est un impératif pour le CEOI. Cela passe par la garantie d'un accès permanent, un dialogue et une écoute attentive à l'égard de tous les acteurs qui œuvrent dans nos champs de compétence. Cela passe aussi par le renforcement et la stimulation **de nouvelles collaborations** entre les autorités bruxelloises et internationales.

3. Thématiques traitées en 2022

De nombreuses thématiques sont gérées tout au long de l'année par le CEOI, dont certaines débouchent sur des dossiers d'une ampleur considérable, tant en matière de ressources déployées que de temps consacré. Outre l'émblématique création de la plateforme "Europe à Bruxelles" décrite précédemment et qui voit son ordre du jour rempli de thématiques propres au rayonnement européen et international de Bruxelles (sécurité, écoles européennes, présidence belge de l'UE, etc ...), les exemples les plus marquant sont les suivants :

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING - CEOI/PARLEMENT EUROPÉEN - EXPOSITION D'ART PUBLIC

Le CEOI et le Parlement européen ont négocié et signé fin 2022 un *Memorandum of Understanding* visant à sceller leur collaboration dans le cadre de la mise en place d'une exposition d'art public contemporain au cœur de Bruxelles. Cela se concrétisera par une exposition semestrielle d'œuvres d'art public émanant d'artistes provenant des deux pays exerçant la présidence du Conseil de l'UE en 2024, à savoir la Belgique et la Hongrie et, à répéter l'exercice avec les deux autres pays concernés pour 2025. Cette mise en lumière intitulée «Edition 2024 et 2025 des expositions - Présidence de l'Union Européenne» s'effectuerait sur l'Esplanade Solidarosc du Parlement européen.

ÉCOLES EUROPÉENNES

Lors de la dernière taskforce «Écoles Européennes» du 7 juillet 2022, le cabinet du Premier Ministre, entre autre, avait évoqué, à côté de la création de la 5^{ème} école à Neder-over-Heembeek, l'importance pour la Belgique et les institutions européennes de pouvoir s'orienter à l'avenir vers des écoles de type «hybride».

Afin de pouvoir dessiner les contours de cette formule et de cerner les enjeux et les défis de cette dernière, le CEOI a reçu la mission de mettre en place un groupe de travail technique exploratoire visant à étudier la possibilité d'ouvrir une École Européenne «hybride/mixte» au sein du quartier européen. Pour ce faire, le Commissaire a convié à multiples reprises les différentes parties prenantes (fédérale, communautaire, régionale et communale) à la mise en place de ce groupe de travail exploratoire. Il est prévu d'étudier toutes les pistes possibles et de faire remonter les différentes remarques et observations auprès du Cabinet du Premier Ministre via la plateforme de collaboration «Europe à Bruxelles».



PÔLE DE COLLABORATION ENTRE LES 3 VILLES SIÈGES EUROPÉENNES (BRUXELLES-STRASBOURG-LUXEMBOURG)

Le CEOI s'est rendu à Strasbourg et Luxembourg afin d'amorcer un dialogue constructif entre ces trois villes sièges et de renforcer les liens entre ces dernières. Les objectifs visés par ces rencontres de haut niveau sont :

- Une meilleure perception des enjeux en matière d'accueil des institutions européennes ;
- Les éventuelles actions à entreprendre de part et d'autre des 3 frontières afin d'améliorer les connexions et l'accessibilité des différents sites pour les utilisateurs ;
- L'importance d'ancrer le Parlement européen sur ces trois sites en évitant les polémiques et autres tentatives de mises en concurrence stériles, au regard de ce qu'arrêtent les traités établissant les rôles respectifs des trois sites.



Rencontre avec la Maire de Strasbourg, Jeanne Barseghian, le 26 octobre 2022, Strasbourg

QUARTIER EUROPÉEN : SUIVI DES GRANDS PROJETS URBAINS ET DES ENJEUX DU QUARTIER EUROPÉEN

Suivi de la Politique immobilière de la Commission européenne

Depuis la présentation et la mise en œuvre de cette nouvelle politique immobilière au cours de l'année précédente, le CEOI fournit son aide et un accompagnement sur mesure afin de permettre la concrétisation de la volonté des autorités bruxelloises et de la Commission européenne. Celle-ci étant de promouvoir des espaces inclusifs et accessibles, où le dialogue entre des cultures, des disciplines, des genres et des âges différents offre une occasion unique d'imaginer des lieux où il fait bon vivre au sein du quartier européen.



Réunion informative à l'attention des institutions internationales sur le réaménagement du Rond-Point Schuman, le 19 mai 2022, CEOI

Rond-point Schuman : suivi et présentation de l'état d'avancement des travaux

Le CEOI a réuni l'ensemble des institutions européennes, des Ambassades, des Représentations permanentes et régionales du quartier européen pour une réunion de présentation des travaux prévus sur et autour du rond-point Schuman. Chaque institution y était représentée par une délégation : Conseil de l'UE, Parlement européen, Commission européenne, Comité des Régions, Conseil économique et social européen, etc... Lors de ces réunions, nous avons invité les institutions, ambassades et représentations, sans exception, à nous faire part de leurs remarques et observations quant à leurs impératifs de sécurité et d'accessibilité lors de la période du chantier du rond-point Schuman. Ils ont donc été invités à donner leurs remarques et précisions sur les difficultés engendrées par les travaux tels qu'ils sont prévus sur le calendrier par rapport aux événements importants déjà planifiés (sommets, réunions, livraisons, sécurité, etc.) ou à venir. Le CEOI a répercuté ces remarques auprès de l'opérateur/maître d'ouvrage du chantier. Depuis, nous effectuons un monitoring serré afin de permettre que le déroulement des travaux s'effectue de la manière la plus sereine qu'il soit et ce, pour l'ensemble des acteurs en présence.

Suivi de la vision nouvelle et partagée du quartier européen

Le CEOI, de par son rôle d'intermédiaire de premier plan avait garanti la participation des institutions européennes au travail de réflexion sur le développement territorial du quartier européen entamé par le Gouvernement régional en 2021 et 2022. Aujourd'hui, le CEOI accompagne la Commission et les autres institutions concernées afin de garantir la meilleure intégration qui soit au sein de ce quartier.

D'autres dossiers en lien avec ce quartier emblématique ont occupé le CEOI, comme le suivi du projet de la passerelle cyclo-piétonne «Luxembourg-Schuman» visant à permettre aux cyclistes de relier ces deux pôles du quartier européen. Nous y avons effectué le suivi des besoins des différentes institutions que nous avons regroupé dans un rapport pour les autorités bruxelloises. Le dossier se concrétise et se poursuit via l'étude de faisabilité inscrite au sein de l'avenant n°15 de Beliris, qui sera lancée en 2023.



Le CEOI participe aussi activement au **redéveloppement du bâtiment «Paul-Henri Spaak» (PHS)** où se trouve **l'hémicycle du Parlement européen**. Le CEOI y multiplie les contacts et agit en tant que facilitateur pour accompagner l'administration du Parlement européen afin de procéder au mieux et à brève échéance à la rénovation dudit bâtiment.



D'autres dossiers en lien avec l'aménagement du territoire et le développement urbain sur l'ensemble du territoire bruxellois ont occupé le CEOI, comme ceux soumis par l'**OTAN** et pour lesquels le CEOI veille par exemple à faciliter le processus de sécurisation des abords de l'OTAN au bénéfice de ses usagers : cyclistes, piétons,... et ce avec l'appui de Bruxelles Mobilité.

ENVIRONNEMENT

En bonne intelligence avec le Ministre de l'Environnement, son Cabinet et l'administration régionale, le CEOI a pu fournir son expertise et ses contacts afin de permettre à la RBC, via la conscientisation des Institutions européennes et internationales, d'atteindre ses objectifs environnementaux. A titre d'exemple, le CEOI a garanti un accompagnement technique visant à permettre la bonne installation de bornes de recharges électriques au sein de différentes implantations de la Commission européenne.

SÉCURITÉ

Apporter des réponses aux questions relatives à la sécurité au sein de l'espace public et aux abords des institutions internationales et européennes sont d'une importance capitale vu le rôle central et stratégique de notre métropole. A cet effet, le CEOI a intégré l'ensemble des cercles de réflexion et d'action visant à promouvoir la sécurité dans les zones stratégiques qui le requièrent.

Le CEOI participe donc à de nombreux groupes de travail, dont le «**Comité technique Sécurité**» avec safe.brussels, et ce, afin de promouvoir la prise en compte et la bonne intégration de dispositifs de sécurité dans l'espace public et aux abords des zones stratégiques du quartier européen. L'approche «*security by design*» est bien souvent celle qui oriente les choix dans bien des cas concrets de sécurisation au sein du quartier.

TOURISME, IMAGE ET CULTURE

Les autorités bruxelloises et les opérateurs privés ont bien compris l'impact de plus en plus déterminant du secteur du tourisme sur la «richesse» de notre Région, de ses communes, ainsi que sur l'emploi, la culture, le multilinguisme, les loisirs et le secteur MICE. Le CEOI veille donc, dans le cadre de ses compétences, à favoriser ce secteur clé essentiel à Bruxelles.

European Quarter Networking Events

En 2022, les journées de networking co-organisées avec visit.brussels entre acteurs institutionnels, culturels, touristiques et commerciaux du Quartier européen se sont poursuivies. Lors de ces événements, le CEOI partage et transmet des informations objectives sur l'offre du quartier auprès de tous les partenaires institutionnels, culturels et touristiques. L'objectif est d'aboutir à la préservation, la création et/ou au lancement de projets nouveaux qui contribueront au développement du tourisme dans le quartier européen.

City Marketing & branding du quartier européen

Le développement du quartier européen et son affirmation comme pôle diplomatique et touristique majeur provoque une forte concentration de projets de développement immobilier et d'infrastructure dans le quartier. Celui-ci est perçu par ses habitants, ses visiteurs et par ceux qui y travaillent comme un chantier perpétuel. Cette image négative est en forte contradiction avec l'ambition de la Région et des institutions européennes d'exploiter le potentiel touristique et culturel de ce quartier en améliorant son image et sa qualité de vie. En effet, le développement des institutions culturelles et touristiques à rayonnement international engendre déjà aujourd'hui des flux de touristes importants vers ce quartier, qui est devenu le deuxième pôle touristique en région bruxelloise.

Afin de mettre en œuvre un des objectifs repris dans l'accord gouvernemental, notamment la réalisation d'une ambition régionale et européenne de développement du tourisme dans le quartier européen, visit.brussels et le CEOI ont mis sur pied ces dernières années un travail collaboratif avec les forces vives du quartier.

Cette démarche a résulté en un document, intitulé «*Améliorer l'image et l'attractivité du quartier européen de Bruxelles : un enjeu, des acteurs, une méthode, des solutions*» qui détaille les grandes lignes stratégiques pour ce quartier. Ce document a été mis à jour en 2022 dans un note stratégique intitulé, «*Actualisation et analyse de la stratégie d'image du quartier Européen de la Région de Bruxelles-Capitale*» développée en coordination avec hub.brussels et perspective.brussels. La note stratégique propose d'améliorer l'image et l'attractivité en suivant les lignes directrices suivantes :



- Développer le quartier européen en tant que «hub culturel» ;
- Promouvoir le quartier sous l'angle de son ADN européen, multiculturel, cosmopolite et riche d'histoires et de diversité, qui doit être traduit dans son image ;
- Capitaliser sur les grandes initiatives en cours dans la Région que ce soit en termes de lien affectif (p.ex. via la dynamique événementielle) ou de lien physique, notamment au niveau des infrastructures ;
- Poursuivre, finaliser et déployer la nouvelle marque du quartier européen par la création d'un univers graphique ;
- Maintenir une participation active et structurelle des parties prenantes via une gouvernance partagée.

Les institutions européennes, associées pleinement à cet exercice dès le début, sont à présent parfaitement conscientes du rôle actif qu'elles doivent jouer dans le développement de l'image de ce quartier et sont par conséquent devenues des acteurs à part entière pour son développement harmonieux.

Le branding de la Région de Bruxelles-Capitale à l'international

Le 6 mai 2021, le Gouvernement bruxellois avait approuvé la note relative à la politique régionale de city marketing. Est prévue dans le cadre de cette décision, et conformément à l'Accord de gouvernement en vue d'élaborer une politique de city marketing forte et intégrée qui ne se limiterait pas à attirer les investissements étrangers et les touristes, mais qui mettrait en œuvre de manière globale une stratégie commune, portée transversalement et promouvant le rayonnement international de Bruxelles dans tous les domaines de compétence concernés. L'objectif est de créer une identité de marque forte pour la destination Région Bruxelles-Capitale, qui servira à tous les acteurs publics et privés afin de contribuer au rayonnement international de la Région. Cela permettra aux acteurs régionaux publics (tels que [hub.brussels](#), [visit.brussels](#), [brussels.international](#), CEOI, etc.) et privés de recourir à une identité de marque, à du *storytelling* et une boîte à outils communs, forts et commercialement fondés.

Cette stratégie de marketing commune mettra en évidence les atouts de Bruxelles et ce qui la rend si unique en tant que destination touristique, lieu d'investissement et porte d'entrée de l'Europe, point névralgique de la culture, de la créativité et de l'innovation, par rapport aux villes concurrentes en Belgique et à l'étranger.

Bruxelles, c'est Londres, Paris ou Berlin en moins grand, mais... en beaucoup moins cher.

Le CEOI a été associé au groupe de travail, présidé et coordonné par [visit.brussels](#), et a participé à toutes les étapes de cette mission.



Inauguration d'une peinture murale intitulée "Ensemble pour les forêts" sur la chaussée d'Etterbeek, commandée par WWF, le 14 mars 2022



Inauguration d'*Experience Europe*, le 11 mai 2022 au Rond-point Schuman



New European Bauhaus Awards, le 11 juin 2022 à la Gare Maritime (Tour et Taxis)

Une politique de siège

Liaison institutionnelle

Expat Welcome Desk



4 ■ Représentations régionales et locales

La Région de Bruxelles-Capitale est hautement attractive pour les **lobbyistes régionaux et locaux**, ce qui en fait une des **capitales internationales au niveau mondial**. Pour les régions des États membres de l'UE, c'est devenu la norme d'établir une représentation auprès des institutions européennes à Bruxelles.

Cependant, soulignons que les bureaux régionaux n'ont pas de statut officiel et ne fonctionnent généralement pas toujours sous une forme juridique. Ils se voient donc souvent confrontés à des **problèmes administratifs complexes** inhérents à leur établissement. Afin de remédier à ces problèmes, la Région a créé, en 1994, l'**attestation régionale**. Bien que celle-ci ne confère pas de statut officiel aux délégations, elle indique néanmoins que le bureau en question est reconnu par la RBC comme organisme représentant une collectivité infranationale. Dans la pratique, ce certificat aide les représentations à résoudre des problèmes administratifs. Il est attribué tous les deux ans aux quelques **240 entités régionales et locales** et est signé par le Secrétaire d'État chargé des Relations européennes et internationales ; le CEOI assurant tout le suivi administratif.

Les représentations régionales ont été créées pour des **raisons spécifiques**, telles que l'obtention de fonds européens, la volonté de peser sur la politique européenne, la visibilité géopolitique de la région en question et la possibilité de faire partie des réseaux et de la communauté internationale dans la sphère des institutions européennes. Elles sont donc reconnues comme partenaires au sein de la communauté politique européenne, avec comme activité principale **le recueil, le traitement et le filtrage des informations relatives aux politiques de l'UE et aux développements institutionnels susceptibles d'intéresser leur région**.

La RBC ne dispose pas de ce type de représentation pour défendre ses intérêts auprès de l'UE. La délégation bruxelloise auprès de l'UE est intégrée à la Représentation permanente de la Belgique (qui a des missions différentes).

5. Conclusion

Depuis sa création en 2014, le CEOI s'est efforcé de construire une image d'intermédiaire de qualité et d'interface solide auprès de ses multiples interlocuteurs, permettant ainsi de remplir et de renforcer les politiques d'accueil des institutions internationales incombant à la Belgique en général et à la Région de Bruxelles-Capitale en particulier.

Ce volet essentiel de la politique de siège porté par le CEOI a récemment fait l'objet d'une attention accrue de la part de l'ensemble des autorités belges via la création de la plateforme «Europe à Bruxelles». Il s'agissait d'une revendication de longue date du CEOI qui plaidait pour une meilleure prise en compte collective et harmonisée des enjeux liés à l'accueil des différentes institutions et au rayonnement international de Bruxelles. Le CEOI s'enorgueillit de voir cette position renforcée par la nomination du Commissaire comme co-président de ladite structure avec le Cabinet du Premier Ministre. Cette synergie affichée et voulue se concrétise notamment par le renforcement des processus de coordination entre les différents niveaux de pouvoir.

En effet, la mise en place de mécanismes de dialogue et de coordination, au sein desquels le CEOI joue un rôle de premier plan, contribue à rendre la Belgique encore plus attrayante comme lieu d'établissement pour les organisations internationales.

Le savoir-faire du CEOI ainsi que les différents contacts fructueux qu'il a su nouer avec ses interlocuteurs tant au niveau belge qu'international durant ces dernières années devrait, selon nous, incontestablement être valorisé et mis en avant au sein de ce nouvel organe et ce, dans l'objectif de construire la politique de siège de demain.

Nous allons donc continuer à œuvrer de concert avec les autorités fédérales et bruxelloises compétentes pour accroître notre politique et notre offre en matière d'accueil, mais également pour défendre le statut international de Bruxelles et ses multiples atouts.



PARTIE 3

EXPAT WELCOME DESK

L' Expat Welcome Desk (EWD) participe intégralement à la politique de siège mise en place par le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI).



1

MISSION

Faciliter l'accueil de la communauté internationale à Bruxelles en lui proposant un service d'assistance administrative personnalisé. L'objectif est d'offrir à nos visiteurs des conseils pour tout problème pratique ou juridique pouvant survenir lors de leur arrivée ou au long de leur séjour et de les guider dans leurs démarches administratives (inscription à la commune, mariage, cohabitation légale, déclaration fiscale, etc.).

5

RAISONS DE FAIRE APPEL À NOUS

1. Gratuité
2. Service public indépendant
3. Equipe plurilingue (FR, NL, EN)
4. Guichet unique
5. En lien direct avec les administrations locales, régionales et fédérales



4

MOYENS POUR VOUS AIDER

- > Par téléphone : **+32 (0)2 430 66 00**
- > Par e-mail : **info@commissioner.brussels**
- > Via notre site web : **www.commissioner.brussels**
- > Demandez un rendez-vous



Notre public cible

- Le personnel des institutions européennes: fonctionnaires, assistants parlementaires, experts nationaux détachés, contractuels et stagiaires
- Les députés européens
- Le personnel des organisations internationales
- Les enseignants des écoles européennes
- Le personnel des représentations régionales
- Le personnel diplomatique
- Les lobbyistes et journalistes étrangers
- Les chercheurs et post-doctorants étrangers
- Toute personne désirant s'installer à Bruxelles dans le cadre de ses activités
- Les membres de famille de toutes les personnes précitées

Nos contacts privilégiés

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Les services du personnel de toutes les institutions européennes • Le service du personnel de l'OTAN • Le Bureau du Secrétaire général des Ecoles européennes • Les Cabinets de la Région de Bruxelles-Capitale • Les services des étrangers et population des 19 communes bruxelloises • Bruxelles Economie et Emploi | <ul style="list-style-type: none"> • Les bourgmestres et échevins des 19 communes bruxelloises • Le Comité Interministériel pour la Politique de Siège • Le SPF Affaires étrangères • Le SPF Finances • L'Office des Etrangers • Le Syndicat des locataires • L'Agence régionale du tourisme (visit.brussels) |
|---|--|

Notre savoir-faire

- Plus de 25 ans d'expérience au service de la communauté internationale à Bruxelles
- Connaissance globale et approfondie des matières liées aux fonctionnaires européens
- Expertise liée aux Privilèges et Immunités de l'Union européenne
- Contacts privilégiés auprès des administrations belges et des institutions européennes
- Equipe dynamique et plurilingue

Notre équipe plurilingue



2 BUREAUX

- **Siège principal** : Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles
- **Antenne au Parlement européen** : ASP – Bureau 00H160

3 MEMBRES DE L'EQUIPE

- **Amélie BOVY**, juriste responsable de la cellule EWD
- **Hélène JACUB**, assistante au siège principal
- **Anaïs JOUZDANI**, conseillère juridique junior au Parlement européen

Après plus de 20 ans d'ancienneté au sein de notre bureau, notre collègue Hélène Jacub a pris sa retraite bien méritée fin de l'année 2022. Nous la remercions chaleureusement pour son professionnalisme et dévouement envers la communauté internationale tout au long de ces années.

Notre antenne au sein du Parlement européen, entièrement rénovée début 2018, nous positionne comme l'interlocuteur clé pour l'accueil et l'écoute de ses membres : députés, fonctionnaires, assistants parlementaires, contractuels, stagiaires, etc. Cette proximité permet de renforcer les liens entre le CEOI et le Parlement européen (PE).



1. Méthode

L'EWD INFORME les personnes issues de la communauté internationale, gratuitement et en 3 langues (FR, EN, NL), pour toutes les questions liées à leur installation et leur séjour à Bruxelles. L'EWD donne également des sessions d'information au sein des institutions européennes et organisations internationales, pour divers groupes cibles (stagiaires, conjoints de fonctionnaires). Sa priorité est d'être accessible et à l'écoute de l'ensemble des «expats» vivant à Bruxelles, souvent perdus face à la complexité des démarches administratives et règles en vigueur dans notre pays.

L'EWD CONSEILLE en analysant au cas par cas les dossiers, en donnant des conseils personnalisés et en réalisant ainsi un véritable travail de consultance.

L'EWD SOLUTIONNE certains problèmes administratifs rencontrés par le public «expat», liés notamment à la méconnaissance d'une de nos langues nationales ou encore de leur situation particulière parfois complexe (diplomate, fonctionnaire européen, travailleur détaché, etc.).

L'EWD ORGANISE tout au long de l'année des séminaires au profit de groupes cibles (fonctionnaires et stagiaires des institutions européennes ou organisations internationales, conjoints de fonctionnaires européens, diplomates, etc.).

L'EWD RASSEMBLE en mettant régulièrement en relation ses contacts privilégiés, lors de réunions de travail sur les différentes problématiques rencontrées par les fonctionnaires européens lors de leur installation et séjour à Bruxelles.

L'EWD SENSIBILISE en relayant aux autorités communales, régionales et fédérales tous les problèmes ou incohérences constatés dans certaines procédures administratives qui touchent les fonctionnaires européens afin d'y apporter une solution.

L'EWD COMMUNIQUE auprès de son public cible via des actions et supports de communication didactiques et fréquents.

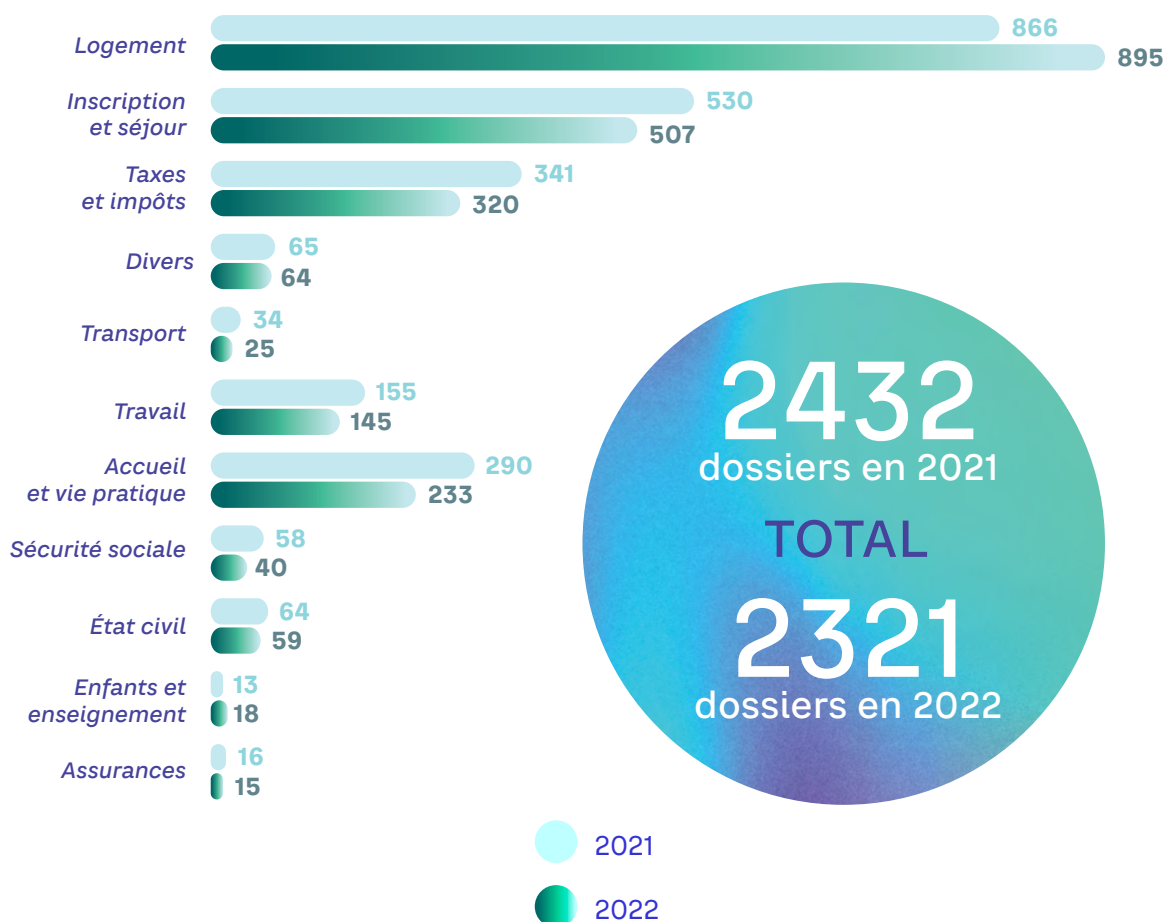
L'EWD RENVOIE UNE IMAGE POSITIVE DE BRUXELLES

en assurant un accueil qualitatif et personnalisé de la communauté internationale grandissante à Bruxelles. Une personne ayant reçu l'aide nécessaire et en temps utile durant son séjour à Bruxelles sera un excellent ambassadeur de notre Région à l'étranger.

2. Dossiers traités en 2022

2.1 Statistiques

Nombre de dossiers de l'EWD par thème, sur une période de deux ans (2021 et 2022) :



Nous constatons une importante diminution des questions liées au Covid durant l'année 2022 (répertoriées dans la catégorie «accueil et vie pratique»), suite à la stabilisation de la situation épidémiologique. La guerre en Ukraine a par contre entraîné un certain nombre de questions de la part de citoyens ukrainiens (principalement des stagiaires des institutions européennes) pour notre EWD dans la catégorie «inscriptions et séjour», notamment concernant les demandes de protection temporaire.



La rubrique logement est en constante augmentation et occupe la majorité du temps de notre EWD. Les relectures de baux sont de plus en plus nombreuses et nous remarquons que beaucoup de baux de courte durée (pour les stagiaires notamment) ne sont pas conformes au Code du logement. Les questions des locataires liées aux problèmes rencontrés avec le propriétaire concernant le montant des charges, l'indexation, la garantie locative ou encore la non réaction en cas de problèmes dans le bien, occupent également une place importante dans les activités de l'EWD. Une réflexion sera menée durant l'année 2023 afin de voir comment réorganiser le travail de l'EWD pour appréhender efficacement cette matière qui préoccupe beaucoup notre public cible.

2.2 Top 3 des questions traitées en 2022



LOGEMENT

895 dossiers

- dont 453 relectures de baux
- dont 51 litiges
- dont 79 recherches de logement



INSCRIPTION ET SÉJOURS

507 dossiers

- dont 317 inscriptions à la commune
- dont 70 titres de séjour
- dont 52 regroupement familial



TAXES ET IMPÔTS

320 dossiers

- dont 305 impôts
- dont 8 taxe de seconde résidence
- dont 5 tax advisor



3 Réunions et problématiques

3.1 L'EWD et les organisations internationales

Etant le plus souvent en relation avec les fonctionnaires des différentes institutions européennes, nous constatons que certaines organisations internationales font moins appel à nos services, faute de nous connaître. Une réunion a donc été organisée le 21 juin 2022 au CEOI afin de présenter en détails nos missions et l'importance du rôle de l'EWD pour les employés de toutes ces organisations internationales présentes à Bruxelles.

Huit organisations étaient présentes : l'OTAN, l'ONU, Eurocontrol, la Banque Mondiale, l'EFTA, l'OIT, l'EPO et l'OMD. Cette réunion fut l'occasion de mettre en évidence les différents problèmes rencontrés par le personnel des organisations internationales titulaires de cartes d'identité spéciales (CIS) et les solutions que nous proposons d'y apporter en concertation avec les autorités belges compétentes.



Rencontre avec les organisations internationales qui ont leur siège à Bruxelles, 21 juin 2022, CEOI



3.2 Les cartes d'identité spéciale bientôt munies d'une puce électronique

La carte d'identité spéciale (CIS), accordée sur base de l'*Arrêté Royal du 30/10/1991* aux diplomates et employés des institutions internationales et européennes, présente l'avantage d'être émise directement par le service du protocole de l'ambassade ou de l'institution pour laquelle travaille l'intéressé, sans que l'intéressé doive se rendre personnellement à la commune et faire face aux démarches administratives communales, parfois complexes.

Hormis, son côté «symbolique» qu'elle peut revêtir pour certains, il apparaît néanmoins que la CIS présente plus d'inconvénients que d'avantages. La crise sanitaire a indéniablement mis en avant les limites de la CIS.

- La CIS est dépourvue de puce électronique empêchant ainsi l'accès aux différentes plateformes en ligne des administrations belges (MaSante, MyTax, MyMinfin, MyRent, Irisbox....).
- La CIS ne mentionne pas le numéro de registre national de son titulaire, ce qui a posé d'énormes soucis lors de la campagne de vaccination. Les personnes ne sont parfois pas au courant qu'elles ont un tel numéro et ne savent souvent pas comment l'obtenir.
- La CIS n'est pas reconnue comme titre de séjour légal pour obtenir la nationalité belge, malgré une certaine jurisprudence allant dans un sens opposé. (*arrêt de la Cour de Cassation du 07/12/2020*).

Pour toutes ces raisons, les institutions européennes ont fait part de leur volonté, auprès des autorités compétentes belges, de doter les CIS d'une puce électronique afin de pouvoir proposer à l'ensemble de leur public un titre de séjour qui soit tout aussi fonctionnel, équivalent et pratique à utiliser qu'un titre de séjour délivré par les communes.

Au niveau du Protocole du Service Public Fédéral des Affaires étrangères, le dossier d'introduction de la CIS à puce a débuté dans le cadre du projet plus global «E-Protocole». Des tests seront lancés avec la mise en place d'un nouveau prototype de plateforme «E-Protocole» en cours de développement, durant l'année 2023. Le projet prévoit de créer des interfaces avec d'autres plateformes, notamment au niveau du registre national (RRN) en vue d'un traitement plus rapide des procédures. Il est prévu que le projet aboutisse en 2024 (sous réserve de confirmation).

3.3 Procédure accélérée de transfert de CIS vers une carte E+

Face aux limites de la CIS évoquées ci-dessus et en attendant la création des CIS à puce électronique, les institutions européennes encouragent leurs employés à restituer leur CIS pour demander une carte E+ à la commune. Cette carte E+ est un séjour permanent octroyé à l'intéressé après 5 ans de séjour en Belgique. Or, il se fait que le délai d'attente avant d'obtenir cette carte E+ est de 5 mois auprès de l'Office des étrangers, période durant laquelle le demandeur est alors démuné de toute carte de résidence, ayant dû au préalable restituer sa CIS auprès du SPF Affaires Étrangères. Cette période de «vide» crée des problèmes pour voyager, entreprendre des démarches à la DIV, dans les hôpitaux, permis de conduire... Suite à une réunion entre le CEOI, l'Office des étrangers, la Direction du Protocole et les institutions européennes, il a été décidé que le passage d'une CIS à une carte E+ peut se faire rapidement, sans attendre le délai des 5 mois. L'Office des étrangers a transmis des instructions à toutes les communes belges à ce sujet dans le courant du mois de décembre.

3.4 Conférence des bourgmestres à l'Hôtel de Ville de Bruxelles

Le Commissaire a réalisé une présentation devant les différents bourgmestres de la Région bruxelloise le 1er juin 2022 pour souligner l'importance de l'accueil de la communauté internationale dans les 19 communes bruxelloises. Plusieurs points ont été mis en avant : l'utilisation de l'anglais dans une certaine mesure (pages web reprenant les informations importantes pour les étrangers, un contact au guichet «service étranger»,...), l'élargissement de la digitalisation (formulaires en ligne, prise de rendez-vous en ligne,...), et un renforcement des liens entre le CEOI et les 19 communes (contacts réguliers, formations, référence du CEOI sur les sites des 19 communes, etc.).



Conférence des bourgmestres, le 1er juin 2022 à l'Hôtel de Ville de Bruxelles



4. Projets

4.1 *Brussels Voice* – Créer un nouvel espace démocratique pour les Bruxellois internationaux

Dans l'Accord de gouvernement, la Région de Bruxelles-Capitale s'est engagée à mettre en place une plateforme de participation démocratique afin de donner une voix aux Bruxellois de nationalité non belge. Les Bruxellois internationaux représentent un habitant sur trois de la Région, mais ils n'ont pas le droit de vote aux élections régionales, bien qu'ils vivent ici, travaillent ici, étudient ici et, dans la plupart des cas, paient des impôts ici.

C'est la raison pour laquelle nous avons initié en 2021 le projet de participation «*Live here. Speak, hear*» dans l'optique d'augmenter l'engagement démocratique de cette communauté dans les politiques régionales influant sur leur vie quotidienne. Une première étape consistait à organiser une consultation numérique visant à recueillir et à prioriser les idées les plus populaires. Dans un deuxième temps, les participants ont pu incorporer divers ateliers de co-crédation de politiques. Une large campagne médiatique de sensibilisation a promu les deux phases au travers de publicité, de publications sur les réseaux sociaux et de partenariats avec les organisations européennes et internationales.





Les vingt-deux recommandations politiques qui ont résulté de ce travail intensif sont réunies dans les six chapitres du Manifeste du Bruxellois international. Le Manifeste, publié sous deux formes, un rapport et un site web interactif, a ensuite été présenté aux membres du Parlement bruxellois lors d'une audition spéciale le 28 avril 2022. Au total, ce premier cycle a mobilisé près de 1500 participants de nationalités multiples.

Brussels Voice n'est pas un forum exclusivement "européen". La plateforme est ouverte à tous les Bruxellois internationaux qui souhaitent s'impliquer dans leur région d'accueil et avoir un droit de regard sur la politique. Le Manifeste identifie les besoins et les attentes de la communauté internationale et donne un large aperçu des préoccupations de cette communauté. Cette initiative crée, de ce fait, un nouvel espace de débat démocratique où les Bruxellois internationaux engagés qui n'ont pas voix au chapitre lors des élections régionales ont la possibilité de dialoguer avec les responsables politiques. Dès lors, nous pourrions considérer *Brussels Voice* comme banc d'essai pour un renouvellement démocratique fondé sur la diversité et la citoyenneté.

Depuis la clôture du premier cycle, nous avons tenu informée la communauté des participants de l'actualité politique régionale correspondant à leurs propositions, en sollicitant activement une réponse claire de la part des décideurs politiques. En 2023, nous examinerons comment renforcer le partenariat avec le Parlement bruxellois et comment *Brussels Voice* pourrait évoluer vers une base plus structurée renforçant l'impact et la légitimité dans la politique régionale.



4.2 Informer et accompagner les ressortissants britanniques – *Brexit Adjustment Reserve*

Avec le *Brexit Adjustment Reserve* (BAR), l'UE aide ses états membres à pallier les dégâts économiques et sociaux liés au retrait du Royaume-Uni de l'Union. Une partie du budget est dédiée aux actions pour sensibiliser les citoyens aux nouveaux enjeux auxquels ils doivent faire face. Dans ce cadre, le CEOI, et notamment son Expat Welcome Desk, a lancé un projet pour informer et accompagner les ressortissants britanniques installés en Région bruxelloise.

Bruxelles compte une importante communauté d'expatriés britanniques, qui contribue de manière significative à la prospérité économique et au capital intellectuel de la Région. Pendant les négociations après le référendum, ces habitants se trouvaient dans un flou juridique, mais l'Accord de retrait garantit désormais leurs droits de séjour et de travail. Il reste pourtant des défis administratifs et de la confusion dans l'exercice de ces droits, et ce nouveau statut engendre des conséquences parfois complexes. Quant aux britanniques qui se sont installés à Bruxelles après la fin de la période de transition, ou qui songent maintenant à le faire, ils sont dès lors soumis aux conditions applicables à tout ressortissant de pays tiers.

Avec sa mission d'informer et d'accompagner les expatriés dans leurs défis administratifs quotidiens, l'EWD a reçu de nombreuses questions et demandes de soutien de la communauté britannique depuis le référendum sur le Brexit. L'équipe est devenue un vrai pôle d'expertise en la matière. Le CEOI est donc l'acteur régional idéal pour implémenter un projet BAR qui vise à comprendre les impacts du Brexit sur les ressortissants britanniques à Bruxelles et à en atténuer les conséquences. Notre objectif final est de contribuer à l'ancrage durable de cette communauté et de mettre fin à un «Brexodus» qui nuirait au tissu économique et social de notre Région cosmopolite.

BREXIT ADJUSTMENT RESERVE



Funded by
the European Union



BRUSSELS-CAPITAL REGION



Concrètement, ce projet étalé sur deux années (2022-2023) comporte les actions suivantes :

- L'engagement d'un cabinet juridique pour renforcer l'expertise existante de l'EWD et les informations que nous partageons sur notre site et dans nos consultations individuelles ;
- L'accompagnement individuel et personnalisé des ressortissants britanniques qui prennent contact avec l'EWD ;
- La création d'un «Guichet Brexit» sur notre site web où nous publierons une série de pages utiles pour les ressortissants britanniques qui habitent, ou veulent habiter, à Bruxelles ;
- Le lancement d'une série de webinaires et une newsletter (le *Brexit Brief*), ainsi que des campagnes de promotion, pour diffuser ces informations auprès de la communauté cible ;
- Un «*Brexit Impact Scan*», basé sur un sondage et des recherches documentaires, où nous analyserons les conséquences du Brexit pour les ressortissants britanniques à Bruxelles et résumerons les principaux défis auxquels ils doivent faire face.

En 2022, nous avons posé les bases du projet dont les résultats seront visibles en 2023. L'EWD a mené un appel d'offres pour recruter les consultants légaux nécessaires, avant d'entamer la rédaction des textes qui formeront le «Guichet Brexit». Avec ces avocats, nous avons également planifié le format des webinaires et newsletters, ainsi que les thèmes à aborder. Pour le «*Brexit Impact Scan*», nous avons créé et lancé un sondage numérique qui a récolté plus de 300 réponses après une campagne de promotion multicanal. Les résultats enrichissent déjà notre travail, et ils seront présentés dans un rapport en 2023. Finalement, le travail quotidien d'accompagnement individuel a continué tout au long de l'année, avec de multiples dossiers britanniques traités.



5. Séminaires

En fonction des demandes qui nous parviennent, l'EWD organise divers séminaires en anglais sur des thèmes précis à l'intention de groupes cibles. Ces séminaires sont animés par des spécialistes auxquels l'EWD fait appel afin de préparer au mieux les sujets abordés. Ils sont habituellement organisés dans les locaux du CEOI, au cœur du quartier européen, mais depuis la pandémie de la Covid-19 ils se tiennent régulièrement par visioconférences (via la plateforme Webex).

15/02/2022

Webinar «How to acquire belgian citizenship»

150 PARTICIPANTS VIA WEBEX

26/04/2022

Webinar «An essential key for a successful expatriation: the fulfillment of the expatriate partner»

21 PARTICIPANTS VIA WEBEX



29/03/2022

Webinar «1st Networking Meeting of Diplomatic Liaison Personnel in Brussels»

19 PARTICIPANTS VIA WEBEX

24/05/2022

Webinar «Aspects of international occupation in Belgium: EU and non EU workers»

10 PARTICIPANTS EN PRÉSENTIEL



09/06/2022

Webinar «Filing your Belgian income tax return»

15 PARTICIPANTS EN PRÉSENTIEL

20/10/2022

Webinar «Family Law in Belgium: the ins & outs explained by notaries»

78 PARTICIPANTS VIA WEBEX

6. Sessions d'information

Tout au long de l'année, l'EWD prend part à des sessions d'information destinées à la communauté internationale et y réalise des présentations interactives personnalisées pour chaque groupe cible. Elles sont généralement composées d'une partie culturelle présentée par *visit.brussels* et d'une partie administrative présentée par l'EWD.

Suite à la situation sanitaire, plusieurs événements ont encore été annulés durant l'année 2022, comme l'Info Day à la Commission européenne, ainsi que les "matinées cafés" pour les conjoints des fonctionnaires européens.

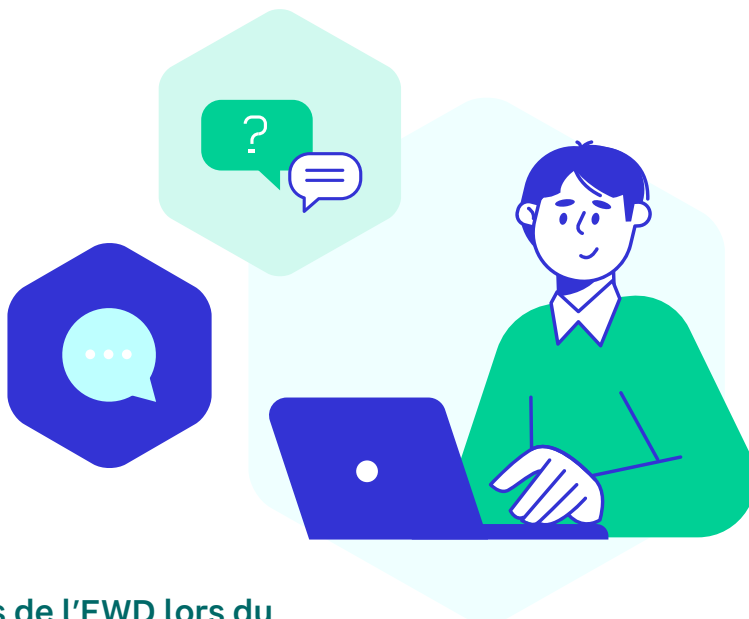
Accueil des stagiaires officiels des institutions européennes

12/01/2022 et 19/09/2022
Accueil des étudiants de l'University of Kent

Sessions d'information
«How to fill in a tax return form as a trainee of an EU institution?»

27/09/2022

Présentation des services de l'EWD lors du «Career Day» organisé par le Conseil de l'UE



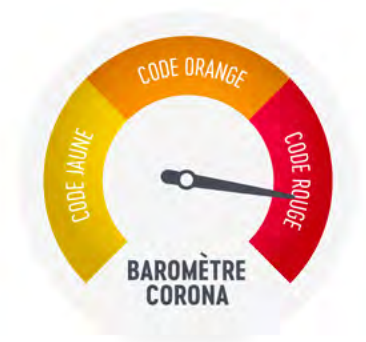


7. L'Expat Welcome Desk et la Covid-19

Durant cette année 2022, l'Expat Welcome Desk a clairement constaté une chute des questions liées au Covid suite à la stabilisation, forte heureusement, de la situation épidémiologique. De ce fait, nous avons connu également une nette diminution de nos newsletters «corona news».

Alors qu'en janvier 2022 nous communiquions sur les mesures renforcées suite au variant Omicron et sur l'instauration du baromètre corona, le mois de mai a marqué la fin des mesures sanitaires avec la désactivation du baromètre corona. Notre dernière newsletter «corona» sur le booster automnal clôture ainsi les sujets Covid pour 2022.

De manière générale, il est incontestable que les habitudes «avant Covid» ont été modifiées dans l'organisation de nos rendez-vous avec les expats qui nous contactent. Ceux-ci privilégient davantage les échanges par e-mail ou visioconférence. Le télétravail structurel mis en place au sein des institutions européennes et de nombreuses organisations est en effet la cause principale de ce changement. De nombreux services communaux bruxellois ont également dû se digitaliser depuis la pandémie et continuent à se développer dans ce sens afin de rendre leurs services plus accessibles.





Aussi, nos deux séminaires réalisés en présentiel en 2022 n'ont pas rencontrés le succès dont nous avons l'habitude «avant Covid» où notre salle était en général remplie. Force est de constater que les séminaires sous forme virtuelle sont devenus plus prisés aujourd'hui, présentant l'avantage de gagner du temps, de pouvoir être organisés facilement et d'attirer plus de monde qu'en présentiel. Néanmoins, afin de permettre à celles et ceux qui le souhaitent, de venir en présentiel, nous envisageons la possibilité d'installer un nouveau système de visioconférence dans notre salle de réunion, permettant de tenir nos séminaires en format «hybride».

De même, la plupart des sessions d'information continuent à être organisées en ligne suite à la pandémie, même s'il existe toutefois certaines exceptions, comme pour l'accueil à la Kent University et pour les stagiaires du Parlement européen, où nous sommes physiquement présents.

Enfin, nos réunions de travail quant à elles, sont de plus en plus organisées à nouveau sous forme présentielle dans nos locaux, permettant de ce fait un contact plus convivial et chaleureux avec nos partenaires et interlocuteurs.

Conclusion

Depuis sa création en 2014, le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) inscrit son action dans la durée et la profondeur. Nous avons ouvert un nouveau chapitre dans la relation entre les institutions européennes, internationales et la Région bruxelloise : le dialogue est devenu permanent. Le renforcement du rayonnement international et européen de la Région de Bruxelles-Capitale va de pair avec la volonté résolument affichée par les autorités bruxelloises d'en faire une métropole à taille humaine. Au-delà du slogan, cette volonté largement partagée se concrétise sur le terrain par des politiques et des mesures fortes et ambitieuses permettant de répondre à ces différents enjeux.

En 2022, nous constatons que le quartier européen est en pleine transformation. Il est confronté à des changements substantiels dans la gestion de leur patrimoine par les institutions européennes à la suite du Covid. Plusieurs projets intéressants rétablissant la mixité d'affectation dans le quartier sont annoncés. Le logement est un paramètre essentiel de cette évolution. Par ailleurs, la concurrence entre les trois villes sièges du Parlement européen Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg, pour attirer des services supplémentaires de l'UE joue plus que jamais. Nous sommes conscients des nombreux défis auxquels la position internationale de notre Région est confrontée et voulons y faire face avec audace et ambition.

2022 marque le début d'une concertation structurée entre le Gouvernements bruxellois et fédéral dans le but de mener une politique visant à davantage ancrer le quartier européen dans le tissu sociétal, social et culturel de la capitale, notamment en rendant le quartier plus durable, en améliorant son intégration, en capitalisant davantage sur ses atouts touristiques et en accélérant l'ouverture du quartier à l'habitat résidentiel. Coordinée par la chancellerie du Premier Ministre et le CEOI, cette plateforme permettra d'affirmer davantage notre politique de siège régionale vis-à-vis des institutions européennes et de pérenniser une coordination structurelle et harmonisée avec nos interlocuteurs européens et internationaux.

En 2003, Neil Kinnock, Vice-Président de la Commission européenne, insistait dans son speech sur l'avenir du quartier européen et sur le fait que les chances de succès de l'Europe à Bruxelles s'en trouveraient grandement augmentées si nous pouvions disposer d'un interlocuteur unique.

Vingt ans plus tard, le CEOI est devenu cet interlocuteur unique qui a réussi à mettre en place cette politique concertée entre organisations européennes et internationales et les pouvoirs politiques et publics bruxellois. Une telle synergie est essentielle pour valoriser les atouts dont dispose Bruxelles en tant que Région où il fait bon vivre et travailler.



Karin IMPENS
Directrice

Alain HUTCHINSON
Commissaire

À l'initiative du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :



Ce rapport est publié par :



Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles

T. : +32 (0)2 430 66 00

info@commissioner.brussels - www.commissioner.brussels

Editeur responsable : Alain HUTCHINSON, Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles

Crédits photographiques : © Adobe Stock (p. 6, p. 14, p. 22, p. 30, p. 43, pp. 45-47), © Agence Kwin (p. 41), © Fabrice Debatty Images (pp. 3-4, p. 12, p. 33, p. 49), © Hamza Faki Yesilordek (p.11, pp. 19-20), © Hurca.com (illustrations), © Laurent Lefèvre (p. 41), © Sofie Neven (pp. 40-41), © Union européenne 2020 – Source CE (p. 27), © Union européenne 2020 – Source PE (p. 11), © visit.brussels – Eric Danhier (p. 1, p. 24).

Design by LOUGICIEL

BRUXELLES, VOTRE RÉGION D'ACCUEIL !

